

Titre N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL  
D'OFFRE - RPAO

## SOMMAIRE

Article 1 :	Objet de l'Appel d'Offres
Article 2 :	Financement
Article 3 :	Délai d'exécution
Article 4 :	Pièces constitutives du dossier d'Appel d'Offres
Article 5 :	Conditions générales
Article 6 :	Cautionnements
Article 7 :	Mode de présentation des offres
Article 8 :	Ouverture des plis et évaluation des offres
Article 9 :	Attribution du marché
Article 10 :	Notification de l'attribution du marché
Article 11 :	Caution de bonne fin
Article 12 :	Procédure de passation

## L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution lance en procédure d'urgence un appel d'offres national ouvert pour l'exécution des travaux de construction d'une salle de classe à l'EP de NDENG CARREFOUR dans la Commune de GARI-GOMBO

Ces travaux, conformément aux spécifications techniques essentielles contenues dans le CCTP, comprennent notamment :

- Les travaux préparatoires ;
- Les terrassements ;
- Les fondations ;
- Les Maçonneries et élévation ;
- La Charpente – La couverture et le plafond ;
- Les Menuiseries bois et métallique ;
- L'Electricité ;
- La Peinture ;
- Les VRD

L'Appel d'Offres est ouvert aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine et installées en territoire camerounais.

### **Article 2 : FINANCEMENT**

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget d'Investissement Public de la République du Cameroun, Exercice 2019.

### **Article 3 : OUVERTURE A LA CONCURRENCE**

Le présent Appel d'Offres est ouvert à toutes les entreprises de Bâtiments Tous Corps d'Etat de Droit Camerounais.

Les offres pourront être présentées par plusieurs entrepreneurs en tant que groupement sous une forme juridique dûment constituée. Dans ce cas, toute modification relative à l'Appel d'Offres, puis éventuellement au groupement, sera valablement faite à l'un d'entre eux agissant en vertu d'une procuration qui lui aura été délivrée par le ou les entrepreneurs au(x) quel(s) il sera associé, comme mandataire, le mandataire commun du groupement.

### **Article 4 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai maximum d'exécution est de Trois (03) mois, incluant la durée relative des pluies et tout aléa climatique, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

### **Article 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Les pièces constitutives du présent appel d'offres sont :

1. l'Avis d'Appel d'Offres ;
2. le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
3. le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
4. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
5. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
6. le Bordereau des Prix Unitaires ;
7. le Détail quantitatif et estimatif général ;
8. le Sous-détail des prix ;
9. le modèle de marché ;
10. les formulaires et modèles à utiliser ;
11. les études préalables ;
12. la liste des établissements bancaires et financiers autorisés à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics ;
13. les annexes.

## **Article 6 : CONDITIONS GENERALES**

Toutes les pièces remises par le soumissionnaire, à quelque titre que ce soit, en application de la présente consultation devront être établies exclusivement :

- ❖ en langues française ou anglaise ;
- ❖ en exprimant tous les prix en francs CFA.

L'Autorité Contractante pourra proroger la date limite de réception des offres mentionnées sur l'Avis d'Appel d'Offres, en publiant un rectificatif. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Toute offre remise après la date limite de réception sera irrecevable.

Aucune offre déposée avant la date limite ne pourra être ni retirée ni modifiée.

La durée de validité des offres est de soixante (60) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le montant de l'offre sera fait sur la base de la parfaite connaissance des droits, impôts et taxes en vigueur en République du Cameroun et applicables aux Marchés Publics ; il fera apparaître le montant hors taxes (HT), la valeur des taxes et le montant toutes taxes comprises (TTC).

Toutes les modifications sur le DAO seront communiquées à tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres et la date d'ouverture des plis sera modifiée en conséquence.

## **Article 7 : CAUTIONNEMENTS**

### *7.1. Caution de soumission*

Chaque soumissionnaire joindra à son offre une caution de soumission bancaire d'un montant de Trois cent soixante-dix mille (370 000) francs CFA par lot délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances:

La caution pourra être saisie si le soumissionnaire attributaire ne signe pas le marché ou ne commence pas l'exécution des travaux dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

La caution devra être valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise de l'offre, soit trente (30) jours après la date de validité des offres.

Elle sera restituée aux soumissionnaires dont les offres n'auront pas été retenues au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité des offres.

Toute offre non retirée quinze (15) jours après la date de publication des résultats sera détruite.

### *7.2. Caution définitive*

Le soumissionnaire retenu produira pour l'ensemble des travaux, une caution définitive fixée à cinq pour cent (5%) du montant TTC prévu pour ce marché.

La caution définitive devra être constituée dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché auprès d'une banque de 1er ordre agréée par le Ministère en charge des Finances. Elle ne sera restituée qu'après réception définitive des travaux.

## **Article 8 : MODE DE PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres seront présentées en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme tel. Elles seront contenues dans trois enveloppes fermées et scellées, comprenant dans l'ordre suivant :

### Enveloppe A : Offre administrative

- ❖ Une déclaration indiquant l'intention de soumissionner selon le modèle en annexe, précisant l'identité du représentant du Cocontractant soumissionnaire, la raison sociale, la boîte postale et la localisation géographique du siège social ;
- ❖ Une attestation de non exclusion du Cocontractant, délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- ❖ Une copie de la carte de contribuable légalisée ;
- ❖ Une attestation de non redevance;
- ❖ Une attestation de non-faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou du Greffe du Tribunal du lieu du siège social du Cocontractant ;
- ❖ Un registre de commerce ;
- ❖ Une attestation de soumission délivrée par la CNPS ;
- ❖ Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire ;
- ❖ Une attestation du plan de localisation ;
- ❖ Le cautionnement de soumission ;
- ❖ La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

*N.B. : Toutes les pièces énumérées ci-dessus devront dater de moins de trois mois et être signées par l'autorité compétente des administrations concernées, les pièces certifiées devront l'être par les administrations signataires des originaux.*

### Enveloppe B : Offre technique

8.1. La note technique datée et signée, fournit tous les renseignements pour chaque lot concernant :

- ❖ Les références de l'Entreprise pour les travaux similaires durant les trois dernières années (joindre copies des contrats première et dernière pages plus PV de réception ;
- ❖ Le C.V, la copie du diplôme des personnes devant assurer les fonctions de Conducteur des travaux et de Chef de chantier. Le Conducteur des travaux devra avoir au moins la qualification d'Ingénieur des travaux de Génie Civil et le Chef de chantier devra avoir le niveau minimum de technicien du génie civil et prouver la réalisation d'au moins deux (02) projets similaires.
- ❖ La liste complète du personnel d'exécution.
- ❖ Les moyens matériels de l'Entreprise compatibles avec la nature des travaux ;
- ❖ Une note technique datée et signée fournissant tous les renseignements concernant le mode d'exécution des travaux ; ❖ Le planning d'exécution des travaux ;
- ❖ Le Planning des approvisionnements en matériaux de construction ;
- ❖ Un commentaire expliqué du planning d'exécution des travaux ;
- ❖ Une attestation de visite de site signé sur l'honneur par le soumissionnaire;
- ❖ Une attestation émanant d'un établissement bancaire implanté sur le territoire Camerounais et agréé par le Ministère des Finances, certifiant la solvabilité financière de l'Entreprise. Cette attestation indiquera :
  - Si l'Entreprise est capable de pré financé sur ses fonds propres ;
  - Si elle bénéficie des facilités de préfinancement ou d'un concours de trésorerie octroyées par cet établissement bancaire.
  - Les plans du projet contenus dans le DAO.
- ❖ Un organigramme du chantier.
- ❖ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières paraphé sur toutes les pages.
- ❖ Et le Cahier des Clauses Techniques Particulières paraphé sur toutes les pages.
- ❖ Le Règlement Particulier

Enveloppe C : Offre financière

- ❖ La soumission proprement dite, en original rédigée suivant le modèle fourni dans le présent Appel d'Offres, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- ❖ Le Sous-détail des Prix Unitaires paraphé sur toutes les pages par le soumissionnaire; □  
Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli daté et signé par le soumissionnaire ;
- ❖ Le Détail Estimatif dûment rempli daté et signé par le soumissionnaire

Chacune des enveloppes A, B et C contenant l'original et les copies sera fermée et scellée. Les trois enveloppes seront placées dans une quatrième enveloppe elle-même fermée et scellée portant la mention suivante :

*APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT*

N° \_\_\_\_\_ / *AONO/CGGBO/SG/CIPM/2019* du \_\_\_\_\_  
*POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A  
L'EP DE NDENG CARREFOUR DANS LA COMMUNE DE GARI-GOMBO.*

*" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "*

**Article 9 :OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

Les plis seront ouverts en un temps, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés aux dates, heure et lieu précisés dans l'Avis d'Appel d'Offres.

*A) Examen de la conformité des pièces administratives (Enveloppe A) B) Evaluation des offres techniques (Enveloppe B)*

*B-1- Capacité Financière :*

*Cette condition est remplie si l'une des deux (02) exigences ci-après est remplie :*

*1) Chiffre d'Affaires : justifier d'un chiffre d'affaires cumulé d'au moins 15 000 000 (Quinze millions) FCFA pendant les trois (03) dernières années ;*

*2) Attestation d'un établissement bancaire de 1<sup>er</sup> ordre :*

*Soit justifiant la solvabilité du soumissionnaire d'au moins 12 500 000 (Douze millions cinq cent mille) Francs CFA :*

*B-2 - Références de l'Entrepreneur :*

*Cette condition est remplie si une (01) des trois (02) exigences ci-après est remplie :*

*1) Justifier sur les Trois (3) dernières années la réalisation d'au moins trois (03) projets de construction de bâtiment public d'au moins 15 000 000 (Quinze millions) F CFA TTC chacun ;*

*2) Justifier des prestations dans d'autres domaines autres que les constructions au cours des deux (2) dernières années pour un montant cumulé d'au moins 20 000 000 (Vingt millions) F CFA TTC ;*

*NB : Les justificatifs comprennent notamment :*

*➤ Les contrats (première et dernière page) ou bons de commandes ;*

*➤ Les procès-verbaux de réceptions (provisoire ou définitive) pour chaque contrat ou bon de commande* *B-3 – Matériel :*

*Cette condition est remplie si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :*

*1) Le soumissionnaire justifie la propriété des équipements essentiels pour la réalisation des travaux :*

*➤ soit par présentation de factures d'achat dudit matériel ;*

*➤ soit par contrat de location ;*

- 2) *Le soumissionnaire dispose de moyens logistiques appropriés pour l'approvisionnement du chantier.*

B-4- Personnel de chantier :

*Cette condition sera remplie si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :*

- » Justifier la possession dans son personnel d'un conducteur des travaux ayant une qualification d'au moins Technicien Supérieur de Génie Civil et une ancienneté d'au moins cinq (05) ans dans le domaine des constructions (joindre une copie certifiée du diplôme, un CV) ;*
- » Justifier la possession dans son personnel de chantier d'un Chef chantier ayant au moins le niveau de technicien de génie civil ayant réalisé au moins deux (02) ans d'expérience dans le domaine de construction civile.*

B-5 – Compréhension du projet et Présentation de l'Offre :

*Cette condition est remplie si sept (07) des huit (08) exigences ci-après sont remplies:*

- 1) Attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;*
- 2) Méthodologie d'exécution conforme aux règles de l'art;*
- 3) Planning d'exécution des travaux avec rendements d'exécution des tâches cohérents et raisonnables ;*
- 4) Planning d'approvisionnement en matériaux concordant avec le planning d'exécution des travaux ;*
- 5) Un organigramme de chantier ;*
- 6) Les plans conformes du projet, reproduits par les soins du soumissionnaire ;*
- 7) Les preuves de l'acceptation des conditions du présent Appel d'Offres par l'insertion des pièces ci-après paraphées à toutes les pages :*
  - a. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;*
  - b. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;*
  - c. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.*
- 8) Présentation des Offres en trois volumes avec séparation des pièces de chaque volume par des intercalaires en couleur.*

*Seules les offres financières des soumissionnaires qui obtiendront un pourcentage de « oui » supérieur à 80%, (dont « 4 OUI » sur les cinq critères B-1 ; B-2 ; B-3 ; B-4 ; et B-5) seront évaluées .*

C) Evaluation de l'offre financière (Enveloppe C)

Pendant l'évaluation, le montant final de l'offre proposée sera arrêté comme suit :

- ❖ Lorsqu'il ya une différence entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fera foi ;*
- ❖ Lorsqu'il ya une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fera foi, à moins qu'il soit estimé qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix total tel qu'il est présenté fera foi et le prix unitaire corrigé ;*
- ❖ En ajustant de façon appropriée sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;*
- ❖ En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés ;*

- ❖ L'offre dans laquelle il existe des postes du détail estimatif pour lesquels le soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires est purement rejetée. Par ailleurs les prix proposés pour les postes où il n'est pas prévu des quantités ne feront pas partie du contrat.

#### **Article 10 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions suivantes :

- ❖ l'offre est conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres ;
- ❖ le soumissionnaire est qualifié suivant les dispositions de l'article 9 ci-dessus ;
- ❖ l'offre la moins disante sera celle choisie parmi celles ayant obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 80% ;
- ❖ l'offre remplira au mieux les conditions techniques et financières (rapport qualité prix) requises, en définitive l'offre la moins disante devra satisfaire aux critères de compétence et qualité recherchés par l'Autorité Contractante pour être retenue.

#### **Article 11 : NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

L'Autorité Contractante notifiera l'adjudication du Marché au soumissionnaire. Cette notification indiquera le montant arrêté au titre de l'exécution des travaux et informera les autres soumissionnaires des motifs de rejets de leurs offres.

#### **Article 12 : CAUTION DE BONNE FIN**

Dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la réception de la notification d'attribution du Marché, l'adjudicataire présentera une garantie de bonne fin sous forme de caution bancaire d'un montant égal à 5% du montant des travaux.

La garantie devra être émise par une banque de 1er ordre agréée conformément aux conditions fixées par la COBAC.

Si l'adjudicataire du Marché ne satisfait pas à ces conditions, il pourra en résulter l'annulation de l'attribution du Marché et la saisie de la garantie de soumission.

#### **Article 13 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ**

Le contrat résultant du présent Marché sera préparé, passé et exécuté selon les règles et procédures définies par le Code des Marchés Publics en République du Cameroun.

Le Cocontractant retenu en recevra notification à son adresse officielle. Il devra, dans les délais réglementaires, remplir toutes les formalités et notamment l'enregistrement du contrat. Dans le cas où le Cocontractant n'aura pas rempli ces obligations, le choix de celui-ci pourra être annulé sans aucun recours, et la Commission pourra proposer un nouvel adjudicataire suivant le même processus.

**Titre N°4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES – C.C.A.P**

# SOMMAIRE C.C.A.P

## SOMMAIRE

CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS .....	30
Article 1 : Objet du marché .....	30
Article 2 : Procédure de passation du marché .....	30
Article 3 : Définitions et Attributions.....	30
Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables.....	30
Article 5 : Pièces constitutives du marché .....	30
Article 6 : Textes généraux applicables.....	30
Article 7 : Communication .....	31
Article 8 : Ordres de service.....	31
Article 9 : Marché à tranches conditionnelles .....	32
Article 10 : Matériel et personnel du Co-contractant .....	32
CHAPITRE II : CLAUSES	
FINANCIERES.....	32
Article 11 : Garanties et cautions .....	32
Article 12 : Montant du marché.....	32
Article 13 : Consistance des prix.....	32
Article 14 : Mode de règlement des travaux.....	33
Article 15 : Lieu et mode de paiement .....	33
Article 16 : Variation des prix.....	33
Article 17 : Valorisation des travaux.....	33
Article 18 : Intérêts moratoires.....	33
Article 19 : Pénalités de retard .....	33
Article 20 : Règlement en cas de groupement d'entreprises .....	33
Article 21 : Décompte final .....	34
Article 22 : Décompte général et définitif.....	34
Article 23 : Régime fiscal et douanier.....	34
Article 24 : Nantissement.....	34
Article 25 : Timbre et enregistrement .....	34
CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX .....	35
Article 26 : Consistance des travaux .....	35
Article 27 : Obligations du Maître d'ouvrage .....	35
Article 28 : Délai d'exécution du marché .....	35
Article 29 : Connaissance des lieux et conditions générales des travaux.....	35
Article 30 : Mise à disposition des documents et des lieux.....	35
Article 31 : Assurances des ouvrages et responsabilités civiles .....	36
Article 32 : Organisation et mesures de sécurité.....	36
Article 33 : Protection de l'environnement .....	37
Article 34 : Rôle et Responsabilité du Co-contractant .....	37
Article 35 : Pièces à fournir par le Co-contractant .....	37
Article 36 : Signalisation de chantier .....	38
Article 37 : Implantation des ouvrages.....	38
Article 38 : Sous-traitance.....	38
Article 39 : Journal de chantier .....	39
Article 40 : Réunions de chantier .....	39
Article 41 : Attributions de l'Ingénieur.....	39
CHAPITRE IV : DE LA	
RECEPTION.....	40
Article 42: Réception provisoire .....	40
Article 43: Documents à fournir après exécution.....	40
Article 44 : Délai de garantie.....	41
Article 45 : Entretien pendant le délai de garantie .....	41
Article 46: Réception définitive .....	41
CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES .....	41

Article 47 : Résiliation du marché.....	41
Article 48 : Edition et diffusion du marché.....	41
Article 49 : Cas de force majeure.....	41
Article 50 : Manœuvres frauduleuses et corruption .....	42
Article 51: Règlement de litiges.....	42
Article 52 et dernier : Validité et entrée en vigueur du marché.....	42

## CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS

### *Article 1 : Objet du marché*

*Le marché à élaborer à l'issue du présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de construction d'une salle de classe à l'école primaire des parents de NDENG Carrefour dans la Commune de Gari-Gombo.*

### Article 2 : Procédure de passation du marché

**Le marché à élaborer dont l'objet est précisé ci-dessus sera passé à l'issue du présent Appel d'Offres National Ouvert N° / AONO/CGGBO/SG/CIPM/2019 du**

### *Article 3 : Définitions et Attributions*

- ❖ **Le Maître d'Ouvrage** est le **Maire de la Commune de Gari-Gombo** ;
- ❖ **Le Chef Service du marché** est le Secrétaire Général de la Mairie de Gari-Gombo ;
- ❖ **L'Autorité en charge du contrôle externe de l'effectivité des travaux** est le **Délégué Départemental des Marchés Publics de la Boumba et Ngoko** ; à ce titre, il signale au Chef de service, à l'Ingénieur du marché et/ou au Maître d'Œuvre, les cas de manquements observés dans l'exécution des marchés;
- ❖ **L'Ingénieur du marché** est le **Délégué Départemental des Travaux Publics de la Boumba et Ngoko**. Il est chargé du contrôle de conformité des normes de construction au cours des travaux, et d'assurer la supervision du marché ;
- ❖ **Le Maître d'Œuvre** est le **Chef de Service technique Départementale des Travaux Publics de la Boumba et Ngoko**. Il est chargé du contrôle de l'exécution des travaux sur le terrain ; à ce titre, il prend en attachement les travaux effectivement exécutés ;
- ❖ La Commission compétente de Passation des Marchés est la **Commission Interne de Passation de Marchés auprès de la Commune de Gari-Gombo**;
- ❖ Le mot « **Entrepreneur** » désigne la ou les personnes, firmes ou sociétés dont la soumission a été acceptée.
- ❖ les « **Travaux** » désignent l'exécution des travaux de construction de bloc de salles de classe à réaliser dans le cadre de la présente lettre commande.
- ❖ Le « **Chantier** » désigne le terrain et les autres emplacements sur, sous, dans, ou à travers lesquels les travaux conçus par le Maître d'Ouvrage doivent être exécutés et tous les autres terrains et emplacements fournis par le Maître d'Ouvrage en tant que lieux de travail ou à toutes fins et spécifiquement désignés dans le marché comme faisant partie intégrante du chantier.

### *Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables*

4.1. La langue utilisée est le français ou l'anglais.

4.2. Le co-contractant s'engagera à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché qui lui aura été attribué. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du marché venaient à être modifiés après sa signature, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

### *Article 5 : Pièces constitutives du marché*

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

- Le marché proprement dit comprenant :
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
  - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
  - Le Bordereau de Prix (BP) ;
  - Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;

- La soumission du co-contractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Dossier d'Appel d'Offres et au présent marché ;
- Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
- Le planning d'exécution des travaux ;
- Les APD et les DCE (plans), les notes de calcul, les cahiers de sondage et dossiers géotechniques ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics des travaux, mis en vigueur par l'arrêté n° 033/CAB/PM du 13 février 2007.

**Article 6 : Textes généraux applicables**

Le marché sera soumis aux textes généraux ci-après :

- 1 La Loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
- 2 La Loi n° 096/12 du 05 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'Environnement ;
- 3 La Loi n° 2000/09 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation et les modalités d'exercice de la profession d'Ingénieur de Génie-civil ;
- 4 La Loi 2015/019 du 21 Décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2016 ;
- 5 Le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 6 Le Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- 7 Le Décret N° 2004/275 du 24 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics et mis en application par la Circulaire n° 004/CAB/PM du 30 décembre 2005 ;
- 8 Le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
- 9 Le Décret N° 2011/1339 du 23 mai 2011 portant exonération des droits de régulation des marchés publics et accordant le bénéfice des frais d'acquisition des dossiers d'appels d'offres des marchés des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- 10 Le Décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- 11 Le Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés Publics ;
- 12 Le Décret n° 2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 13 L'Arrêté n° 033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics ;
- 14 L'Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2000 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du dossier d'appel d'offres ;
- 15 L'Arrêté n° 022/CAB/PM du 02 février 2011 fixant les modalités de recrutement des Consultants individuels ;
- 16 La Circulaire n° 004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative à l'application du Code des Marchés publics ;
- 17 La Circulaire n° 003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics ;
- 18 La Circulaire n° 002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics ;
- 19 La Circulaire n°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 précisant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des Marchés Publics ;
- 20 La Circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
- 21 La Circulaire N° 000909/C/MINFI du 31 Décembre 2015 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'Exercice 2016 ;
- 22 La Convention collective nationale des entreprises du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes du 25 août 2004 est à prendre en compte comme un texte d'application obligatoire pour les entreprises soumissionnaires au présent marché et leurs sous-traitants.

**Article 7 : Communication**

- 7-1 Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre de la présente lettre - commande devront être faites aux adresses suivantes :

- ❖ Dans le cas où l'Entrepreneur est le destinataire, passé le délai de quinze (15) jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Chef Service son domicile, et dès achèvement des travaux, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de la Commune de Gari-Gombo.
- ❖ Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire : à Monsieur le Maire de la Commune de Gari-Gombo avec copies adressées dans les mêmes délais, au Chef de Service du Marché, à l'Ingénieur et au Maître d'Œuvre.
- ❖ Dans le cas où le Chef Service est le destinataire : à Monsieur le Secrétaire Général de la Commune de Gari-Gombo avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, l'Ingénieur et au Maître d'Œuvre.
- ❖ Dans le cas où l'Ingénieur est le destinataire : à Monsieur le Délégué Départemental des Travaux Publics de la Boumba et Ngoko avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, au Chef de Service du Marché, et au Maître d'Œuvre.
- ❖ Dans le cas où le Maître d'Œuvre est le destinataire : à Monsieur le Chef de Service Technique de la Délégation Départementale des Travaux Publics de la Boumba et Ngoko avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, au Chef de Service du Marché, et à l'Ingénieur.
- ❖ 7-2 L'Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances par l'entremise du Maître d'Œuvre, avec copie avancée au destinataire.
- ❖ **7-3 ORDRE DE SERVICE**
- ❖ 7-3-1 L'Ordre de Service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, à l'Ingénieur, au Maître d'Œuvre au DDMAP-BOUMBA ET NGOKO
- ❖ 7-3-2 Les ordres de services à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, à l'Ingénieur, au Maître d'Œuvre au DDMAP/BN
- ❖ 7-3-3 Les ordres de service à caractères technique liés au déroulement normal du chantier et sans incidence ni sur le montant, ni sur le délai des travaux seront signés et notifiés par l'Ingénieur, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, au Chef de Service du Marché, au Maître d'Œuvre et au DDMAP/BN
- ❖ 7-3-4 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Maître d'Ouvrage, à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre et au DDMAP/BN
- ❖ 7-3-5 L'Entrepreneur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout Ordre de Service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

#### **Article 8 : ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT**

- ❖ Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué à l'Ingénieur en 05 (cinq) exemplaires à chaque début de mois.
- ❖ L'Entrepreneur est réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une

manière générale, il est réputé s'être procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.

- ❖ L'Entrepreneur est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage représenté par le Chef Service du Marché, de l'organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des matériaux et fournitures dont la charge lui incombe, employés par lui, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des travaux.
- ❖ Les travaux seront exécutés conformément aux plans et spécifications techniques selon les règles de l'art conformément aux techniques et pratiques en République du Cameroun.
- ❖ A cet effet, le cocontractant devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé.
- ❖ L'Entrepreneur reste responsable de la totalité du chantier, y compris des interventions des sous-traitants agréés. Il lui appartient en outre d'assurer la coordination des prestations des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est assuré pour les différents corps d'état, leur intervention en temps utile sous sa direction et la bonne exécution des ordres donnés par l'Ingénieur.
- ❖ L'Entrepreneur devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.
- ❖ L'Entrepreneur devra tenir constamment à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer régulièrement à l'Ingénieur.

#### ***Article 9 : Marché à tranches conditionnelles***

**Le marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres comportera une tranche unique.**

#### ***Article 10 : Matériel et personnel du co-contractant***

**10.1.** Toute modification même partielle apportée aux propositions approuvées du co-contractant n'interviendra qu'après agrément écrit de l'Autorité Contractante. En cas de modification, le co-contractant fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

**10.2.** En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place ainsi que du matériel d'exécution des travaux seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur du marché à élaborer, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux. L'Ingénieur du marché à élaborer disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de Service. Passé ce délai, la liste sera considérée comme approuvée.

**10.3.** Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement et en matériel de travaux de la proposition approuvée, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché à élaborer tel que visé dans son article 41.

### **CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES**

#### ***Article 11 : Garanties et cautions***

##### **11.1. Cautonnement définitif**

Le cautionnement définitif est fixé à 5% du montant du marché TTC.

##### **11.2. Cautonnement de garantie**

Au titre de garantie des travaux exécutés, il sera procédé à la retenue de garantie de dix pour cent (10 %) sur le montant TTC de chaque décompte provisoire. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire d'égal montant, souscrite auprès d'un établissement bancaire de premier rang agréé par le Ministre des Finances. La retenue de garantie sera restituée ou les cautions correspondantes libérées dans un délai d'un mois après la réception définitive des travaux, à la suite d'une main-levée délivrée par le Maître d'ouvrage ou par l'Autorité Contractante, après demande du co-contractant.

#### **Article 12 : Montant du marché**

Le montant de la Lettre-Commande à élaborer, tel qu'il ressort des détails estimatifs, est de \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) Francs CFA Toutes Taxes Comprises(TTC); soit:

- Montant HTVA: \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA

Il s'obtient par application des prix du bordereau aux quantités du détail estimatif.

#### **Article 13 : Consistance des prix**

Les prix figurant au bordereau sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques existantes en République du Cameroun.

Le co-contractant est réputé avoir parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées par l'exécution des travaux et de toutes les conditions locales susceptibles d'influer sur cette exécution notamment :

- la nature et la qualité des sols et terrains ;
- les conditions de transport et d'accès au chantier à toute époque de l'année ;
- le régime des eaux et des pluies dans la région et les risques d'inondation ;
- les sujétions liées à la situation des travaux.

#### **Article 14 : Mode de règlement des travaux**

Le co-contractant sera rémunéré par décompte provisoire établi à la fin de chaque mois calendaire, à partir du démarrage des travaux, en appliquant les prix du bordereau aux quantités réellement exécutées et prises en attachement, contrairement avec l'Ingénieur du marché à élaborer.

Le montant de chaque décompte sera la somme du montant des travaux, fournitures et approvisionnement qui seront réglés suivant métrés des quantités réellement exécutées, dans les conditions d'application des prix du bordereau.

Sont déduites de ce total, éventuellement la retenue de garantie et les sommes déjà versées au titre des décomptes précédents. Le décompte mensuel correspondant sera vérifié par l'Ingénieur et liquidé par le Chef de Service. Le co-contractant devra par ailleurs joindre les factures établies en sept (07) exemplaires pour les travaux réellement exécutés dont l'original est timbré, et accompagné d'un procès-verbal des réceptions techniques partielles, provisoires ou définitives des travaux ; toutefois, un montant de 10% sera retenu sur tout paiement. Ce montant qui constituera la retenue de garantie, sera restitué au co-contractant un (1) an après la date de réception provisoire de l'ouvrage par main levée de l'Autorité Contractante.

#### **Article 15 : Lieu et mode de paiement**

**15.1.** En contrepartie des paiements à effectuer par l'Administration au Co-contractant, dans les conditions indiquées dans le marché, ce dernier s'engagera par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions y portées.

**15.2.** Le Maître d'Ouvrage, après visa de conformité de l'Autorité-Contractante, fera libérer les sommes dues au titre de l'exécution du marché à élaborer par virement au compte n° : \_\_\_\_\_ ouvert par le Co-contractant auprès de la banque \_\_\_\_\_ au nom de \_\_\_\_\_.

#### **Article 16 : Variation des prix**

**16.1** Les prix du présent marché en projet seront fermes et non révisables.

**16.2** Les prix du bordereau des prix unitaires ne seront pas révisables.

**16.3** Les prix du bordereau des prix unitaires ne seront pas actualisables.

#### **Article 17 : Valorisation des travaux**

Le marché à élaborer sera à prix unitaires.

#### **Article 18 : Intérêts moratoires**

Lorsqu'il est imputable à l'Administration ou au comptable assignataire, le défaut de paiement dans les délais fixés par le Cahier des Clauses Administratives Particulières ouvre et fait courir de plein droit au bénéfice du

titulaire du marché à élaborer, des intérêts moratoires calculés depuis le jour suivant l'expiration desdits délais, jusqu'au jour de la délivrance de l'avis dit « de règlement » du comptable assignataire.

### **Article 19 : Pénalités de retard**

#### **19.1. Pénalités pour dépassement de délai contractuel**

En cas de retard sur le délai d'exécution prévu à l'Article 27, le co-contractant sera passible d'une pénalité pour retard de :

- 1/2000<sup>e</sup> du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard jusqu'au 30<sup>e</sup> jour
- 1/1000<sup>e</sup> du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du 30<sup>e</sup> jour.

Les pénalités seront applicables d'office sans préavis et par la seule échéance du terme, sauf en cas de force majeure, ou de circonstances indépendantes de la volonté du co-contractant dûment constatées et appréciées par le Chef de Service. Le co-contractant devra informer l'Administration des causes du non-respect des délais au plus tard vingt (20) jours avant l'échéance du terme contractuel.

Le montant cumulé des pénalités de retard (dépassement de délai contractuel), en tout état de cause, est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels, sous peine de résiliation du marché.

#### **19.3. Prime en cas d'avance sur le délai contractuel**

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avance sur le délai contractuel.

### **Article 20 : Règlement en cas de groupement d'Entreprises.**

SANS OBJET.

### **Article 21 : Décompte final**

**21.1.** Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de trente (30) jours après la date de réception provisoire, le co-contractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché à élaborer dans son ensemble.

**21.2.** Le Chef de Service disposera de quinze (15) jours pour approuver le décompte ou apporter des observations éventuelles.

**21.3.** Le co-contractant disposera de sept (7) jours pour renvoyer le décompte corrigé revêtu de sa signature.

### **Article 22 : Décompte général et définitif**

**22.1.** L'Ingénieur disposera de quinze (15) jours pour établir le décompte général à compter de la date de réception définitive des travaux.

A la fin de la période de garantie qui donnera lieu à la réception définitive des travaux, l'Ingénieur dressera le décompte général et définitif du marché à élaborer qu'il fera signer contradictoirement par le Co-contractant et l'Autorité Contractante. Ce décompte comprendra:

- le décompte final,
- le solde,
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le Co-contractant, liera définitivement les parties et mettra fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

**22.2.** Le Co-contractant disposera de sept (7) jours pour renvoyer le décompte corrigé revêtu de sa signature.

### **Article 23 : Régime fiscal et douanier**

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics. La fiscalité applicable au marché à élaborer à l'issue du présent appel d'Offres comportera notamment:

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché:
  - \* Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;

\* Des droits et taxes communaux;

\* Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments devront être intégrés dans les charges que l'entreprise imputera sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments de sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entendra TVA incluse.

#### **Article 24 : Nantissement**

- L'autorité chargée de l'ordonnancement est le Maire de la Commune de Gari-Gombo;

- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Maire de la Commune de Gari-Gombo;

- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est le Receveur Municipal de la Commune de Gari-Gombo;

- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente lettre-commande est le Secrétaire Général de la Commune de Gari-Gombo.

#### **Article 25 : Timbre et enregistrement**

Sept (7) exemplaires originaux du marché à élaborer seront à timbrer et à enregistrer par les soins du co-contractant et à ses frais, dans le Centre d'Enregistrement territorialement compétent, conformément à la réglementation en vigueur.

### **CHAPITRE III : EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **Article 26 : Consistance des travaux**

Les travaux et les prestations objet du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres seront décrits dans le cadre du devis quantitatif et estimatif des travaux et dans le CCTP et définis par les plans visés au CCAP.

Ces plans métrés et notes de calcul ne deviendront contractuels qu'après leur approbation par l'Ingénieur et le Chef de Service ; cette approbation ne diminuera en rien la responsabilité du co-contractant sur la conception et l'exécution des ouvrages.

#### **Article 27 : Obligations du Maître d'Ouvrage**

30.1. Le Maître d'ouvrage sera tenu de fournir au co-contractant les informations nécessaires à l'exécution de leur mission, et de leur garantir, aux frais de ces derniers, l'accès aux sites des projets.

30.2. Le Maître d'ouvrage assurera au co-contractant la protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont ils peuvent être victimes en raison ou à l'occasion de l'exercice de leur mission.

#### **Article 28 : Délai d'exécution du marché**

L'ensemble des travaux faisant l'objet du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres devra être terminé en totalité dans un délai maximum de **trois (03) mois**, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux. Ce délai comprend la période d'installation du co-contractant, le temps nécessaire à l'aménagement des accès au chantier, aux études qu'il aura à effectuer, les délais que se réserve l'Autorité contractante pour vérifier le projet d'exécution du co-contractant, la durée d'approvisionnement quel qu'en soient l'origine, le temps nécessaire à l'exécution des clauses techniques particulières et termes de références ainsi que les périodes de pluies.

Si, par suite des travaux supplémentaires ou des circonstances quelconques, le co-contractant s'estimait raisonnablement fondé à présenter une demande de prolongation de délai, cette demande serait examinée par l'Autorité Contractante.

#### **Article 29 : Connaissance des lieux et conditions générales des travaux**

Le Co-contractant a visité et examiné l'emplacement des travaux et des environs et a pris connaissance avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires, et aussi :

- des conditions générales d'exécution des travaux, en particulier des équipements nécessités par ceux-ci ;
- des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, de la nature des sols, de la nature en quantités et en qualités des matériaux rencontrés en surface ou dans le sous-sol ;

- *des circonstances météorologiques ou climatiques, du niveau des rivières et des fleuves, et des possibilités d'inondation, des positions de la nappe phréatique ;*
- des conditions locales, particulièrement des conditions de fourniture et de stockage des matériaux
- des moyens de communication, de transport, des possibilités de fourniture en eau, électricité, carburant ;
- de la disponibilité en main-d'œuvre ;
- de toutes les contraintes résultant de la législation sociale et du régime fiscal et douanier qui lui est applicable;
- de toutes les charges et contraintes résultant des frais de vérification et d'élaboration des documents nécessaires à la réalisation du marché à élaborer ;
- de l'éventuelle présence à proximité d'autres entreprises travaillant par marché distinct, à la réalisation de la route ou d'autres ouvrages et d'une manière générale, s'est procuré toutes informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer les conditions d'exécution des travaux ou sur leurs prix.

### **Article 30 : Mise à disposition des documents et des lieux**

Les dossiers techniques (pièces écrites et graphiques) nécessaires à l'établissement des plans d'exécution des travaux, sont contenus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Les installations provisoires de chantier, les ateliers de préfabrication, les carrières d'emprunts, les voies d'accès, les garages, les bureaux et logements du personnel nécessaires à l'exécution des travaux, ne peuvent être édifiés que sur les emplacements agréés par l'Ingénieur du marché à élaborer.

Dans la mesure de ses possibilités, l'administration pourra mettre à la disposition du co-contractant et pour la durée des travaux, des espaces du domaine privé ou public de l'état nécessaires aux besoins du chantier. Les terrains appartenant à l'Administration et mis à la disposition du Co-contractant devront lui être remis en bon état en fin des travaux.

Le co-contractant devra prendre des précautions au voisinage des câbles et des canalisations. Pour ce faire, il devra avant tout commencement d'exécution des travaux, rechercher les câbles et canalisations enterrés existants (électricité, eau, téléphone, etc...) situés dans les zones intéressées par les travaux.

Au cas où le personnel ou les engins du co-contractant ou de ses sous-traitants viendraient à causer un dommage à ces câbles ou canalisations, les travaux de réparation seront à la charge du co-contractant.

A cet effet, il prendra attache des concessionnaires concernés.

Ces dispositions ne diminueront en rien, pour le co-contractant, sa responsabilité sur les dommages indirects qui pourraient en résulter.

### **Article 31 : Assurance des ouvrages et responsabilités civiles**

**31.1** Dans un délai de vingt (20) jours suivant la date de notification du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres (et sans pour autant diminuer ses obligations), le co-contractant devra contracter les polices d'assurance ci-après (assurance globale du chantier) :

- Assurance responsabilité civile, chef d'entreprise ;
- Assurance "Tout risque chantier". Ces polices d'assurance auront pour but de couvrir les risques afférents :
  - Aux dommages matériels pouvant être causés aux constructions du fait de l'effondrement partiel ou total des ouvrages en construction ;
  - Aux désordres causés, le cas échéant, aux constructions et ouvrages voisins ;
  - Aux conséquences pécuniaires des responsabilités incombant aux constructeurs selon les articles 1382, 1383, 1384 du Code civil, à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux propriétaires ou aux tiers du fait des sinistres garantis.

Le co-contractant sera tenu de fournir à l'Autorité Contractante une copie de la police d'assurance contractée pour le chantier et une attestation précisant que le co-contractant et les représentants de l'Administration sont effectivement couverts pour les risques énumérés ci-dessus.

Le règlement du premier décompte des travaux sera subordonné à la production des pièces justificatives de l'assurance globale du chantier.

Le co-contractant sera tenu de fournir sur demande à l'Autorité Contractante les pièces justificatives du paiement régulier des primes d'assurance et de la continuité de l'assurance globale de chantier pendant toute la période de construction, jusqu'à la réception provisoire des travaux.

**31.2** Dans les trente (30) jours précédant les réceptions provisoires, le co-contractant devra contracter des

assurances couvrant les mêmes risques que l'assurance globale de chantier, mais s'appliquant à la durée contractuelle d'entretien, comprise entre la réception provisoire et la réception définitive des travaux. L'attestation d'assurance de garantie décennale sera présentée avant la réception définitive. Elle devra être jointe à la demande de réception définitive formulée par le co-contractant.

## **Article 32 : Organisation et mesures de sécurité**

### **ACCES AU CHANTIER**

L'Ingénieur du marché et toute personne autorisée par lui devront à tout moment avoir accès aux travaux, au chantier, aux ateliers et tous les lieux de travail, ainsi qu'aux emplacements d'où proviennent les matériaux, produits manufacturés, et outillages utilisés pour les travaux.

Par ailleurs dans le cadre de la mission de vérification de l'effectivité des travaux, les représentants dûment mandatés des organismes chargés des paiements doivent avoir accès au chantier et à toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Le co-contractant devra accorder toutes les facilités voulues pour permettre ces accès en toute liberté.

### **SECURITE DE CHANTIER**

#### Panneaux d'identification de chantier

Le co-contractant devra installer et entretenir deux panneaux d'identification et d'annonce de chantier aux dimensions réglementaires. Ces panneaux devront être mis en place dans un délai maximum de dix (10) jours après les ordres de service de démarrer les travaux.

#### Signalisation des travaux

La signalisation des travaux devra être conforme au plan de signalisation temporaire validé dans le projet d'exécution. Elle sera réalisée sous le contrôle de l'Ingénieur par le Co-contractant, ces derniers ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation, sauf stipulation différente au marché.

Le Co-contractant aura la charge de fournir et d'entretenir à ses frais tous dispositifs d'éclairage, de protection, de clôture et de gardiennage qui s'avéreront nécessaires à la bonne exécution des travaux ou qui seront exigés par l'Ingénieur.

#### Travail de nuit, des jours fériés et des dimanches.

Les travaux, ne pourront se poursuivre ni la nuit, ni les dimanches, ni les jours fériés sans l'autorisation écrite préalable de l'Ingénieur.

## **SUJETIONS RESULTANT DU VOISINAGE D'AUTRES CHANTIERS**

Le co-contractant devra prendre en compte toutes les mesures nécessaires pour n'apporter aucune entrave à l'exécution des travaux d'autres entreprises.

### **Article 33 : Protection de l'environnement**

Le co-contractant sera tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur au Cameroun et notamment la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement.

Il devra se conformer aux prescriptions du CCTP en la matière.

### **Article 34 : Rôle et Responsabilité du Co-contractant**

**34.1** Le Co-contractant aura pour mission d'assurer l'exécution des travaux sous le contrôle de l'Autorité Contractante et du chef Service du marché à élaborer conformément aux règles et normes en vigueur, notamment d'effectuer les calculs, essais et analyses, de déterminer, choisir, acheter tout outillage, tous les matériaux et toutes fournitures nécessaires pour l'exécution des travaux et, à cet effet, d'engager tout le personnel spécialisé ou non.

**34.2** Le Co-contractant devra soumettre à l'agrément préalable de l'Autorité Contractante la composition de son organisation locale, notamment en ce qui concerne le personnel de maîtrise. Ils devront tenir constamment à jour un planning détaillé et général d'avancement des travaux et en communiquer quatre (4) exemplaires à l'Administration (Maître d'ouvrage, Autorité Contractante, Chef de service du marché, Ingénieur du marché à chaque début du mois.

**34.3** Le co-contractant sera responsable :

- (a) de l'implantation exacte des ouvrages par rapport aux repères, lignes et niveaux de référence originaux fournis par l'Ingénieur ;
- (b) de l'exactitude du positionnement, du nivellement, du dimensionnement et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages; et
- (c) de la fourniture de tous les instruments et accessoires et de la main-d'œuvre nécessaires en rapport avec les tâches énumérées ci-dessus.

**34.4.** Si, à un moment quelconque lors de l'exécution des travaux, une erreur viendrait à apparaître dans le positionnement, dans le nivellement; dans le redimensionnement ou dans l'alignement d'une partie quelconque des ouvrages, le co-contractant devra, si l'Administration le demande, rectifier cette erreur à ses propres frais et à la satisfaction de ce dernier, à moins que cette erreur ne repose sur des données incorrectes fournies par ladite Administration, auquel cas le coût de la rectification incombe à l'Administration.

**34.5.** La vérification de tout tracé ou de tout alignement ou nivellement par l'Ingénieur ne dégagera en aucune façon le co-contractant de sa responsabilité quant à l'exactitude de ces opérations ; le co-contractant devra protéger et conserver soigneusement tous les repères, jalon à voyant fixe, piquets et autres marques utilisés lors de l'implantation des ouvrages.

#### **Article 35 : Pièces à fournir par le co-contractant**

##### **Plans – notes de calculs :**

Le co-contractant établira à ses frais tous les projets d'exécution et plans de détails nécessaires à l'exécution des travaux, qu'il s'agisse des ouvrages prévus, ou avec des dispositions constructives proposées en variante par le co-contractant ou qu'il s'agisse d'ouvrages non prévus dont la réalisation devrait être envisagée.

##### **Avant-métrés :**

Le co-contractant sera tenu d'établir conjointement avec l'Ingénieur au début de chaque mois, un avant-métré relevant toutes les dégradations à réparer au cours du mois, dans les formes définies par le Dossier d'appel d'offres.

##### **Programme d'exécution :**

Dans un délai maximum de quinze (15) jours après la date de démarrage des travaux, le co-contractant soumettra au visa de l'Ingénieur et à la validation de l'Autorité Contractante, le programme d'exécution de l'ensemble des travaux en cinq (5) exemplaires.

Ce programme comportera les documents suivants :

- a) une note détaillée sur le processus et les méthodes d'exécution envisagés avec les prévisions d'emploi du personnel et du matériel en précisant les variations dans le temps des effectifs et des matériels utilisés. La liste du matériel ne sera pas limitative et pourra être modifiée en cours de travaux sur la demande l'Ingénieur.
- b) un planning graphique des prévisions d'avancement des travaux qui mettra en évidence :
  - les tâches à accomplir par section de travaux ; pour chaque tâche, la date prévue de son achèvement, la durée de son exécution et la marge de temps disponible pour son exécution ; celles des tâches qui conditionnent le délai d'exécution (tâches critiques) en soulignant pour celles-ci les moyens, en particulier en matériel, correspondant à la durée d'exécution prise en compte ;
  - les délais de commande et d'approvisionnement ; la fourniture, 15 jours avant la mise en œuvre, des échantillons de tous les matériaux à utiliser dans les travaux, disposés dans un local fermé à clé.
- c) une note sur le fonctionnement du laboratoire (locaux, matériel, personnel...).
- d) une note sur les essais de débit (moyens, méthodes d'investigation, programme...).

L'amenée et la mise en état opérationnel de chaque unité fonctionnelle du matériel seront considérées comme deux tâches élémentaires.

Ces pièces lui seront retournées dans un délai de cinq (05) jours à partir de leur réception, avec soit la mention d'approbation, soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

Le co-contractant disposera alors de cinq (05) jours pour présenter un nouveau dossier.

L'approbation donnée par l'Ingénieur et l'Autorité Contractante n'atténuera en rien la responsabilité du co-contractant.

Il sera procédé chaque mois à l'examen et à la mise au point de ce planning, compte tenu de l'état d'avancement des travaux dont le co-contractant sera chargé de fournir le rapport en quatre (04) exemplaires à l'administration.

#### **Article 36 : Signalisation de chantier**

Le co-contractant devra se conformer rigoureusement aux instructions de l'Ingénieur sur la signalisation de ses chantiers. Cette signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur. Avant la tombée de la

nuit, les installations des chantiers et les voies circulées devront être éclairées au moyen de lanternes d'une intensité lumineuse suffisante pour assurer en toute sécurité la circulation terrestre.

Tous les frais entraînés par la signalisation routière propre au chantier seront à la charge du co-contractant. Celui-ci restera seul et entièrement responsable de tous les accidents ou dommages causés aux tiers, au cours de l'exécution des travaux par le fait de leur matériel ou d'erreurs et d'omissions concernant la signalisation.

#### **Article 37 : Implantation des ouvrages**

L'Ingénieur du marché notifiera dans un délai de sept (07) jours suivant la date de notification des ordres de services de commencer les travaux, les points et niveaux de base du projet.

#### **Article 38 : Sous-traitance**

Après autorisation expresse de l'Autorité Contractante, le co-contractant pourra confier aux sous-traitants, cités dans la soumission, l'exécution des travaux y précisés. Cette autorisation n'affranchira le co-contractant d'aucune de leurs obligations contractuelles. L'Autorité Contractante se réserve le droit de refuser le (ou les) sous-traitant (s) proposé(s).

Les éventuels sous-traitants ne pourront obtenir directement de l'Autorité Contractante le règlement des travaux, fournitures ou services dont ils auront l'exécution. Les sous-traitants bénéficieront des mêmes conditions fiscales et douanières que le co-contractant. La part maximale des travaux à sous-traiter est de 30% du montant du marché de base et de ses avenants.

#### **Article 39: Journal de chantier**

Le co-contractant tiendra un journal de chantier mis à jour de façon quotidienne. Il sera conservé en permanence sur les lieux du chantier et mis à la disposition du Chef de service, de l'Ingénieur et de l'Autorité Contractante ou de leurs représentants. Y sont consignés :

- ◆ les conditions atmosphériques ;
- ◆ l'avancement des travaux ;
- ◆ le personnel présent sur le chantier ;
- ◆ les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- ◆ les travaux exécutés dans la journée, les quantités mises en œuvre et le matériel employé ;
- ◆ les prestations réalisées par les sous-traitants ;
- ◆ les incidents dans la mise en œuvre des ouvrages et les solutions techniques mises en œuvre ;
- ◆ les prescriptions, les non conformités et les incidents relevés par l'Ingénieur, ainsi que les observations susceptibles de donner lieu à réclamations de sa part ;
- ◆ les observations de toute nature relevées par l'Ingénieur ou le Co-contractant, et relatives à la qualité de la mise en œuvre, aux matériaux fournis, au personnel employé ou au chronogramme des travaux ;
- ◆ les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché (notifications, résultats d'essais, attachements) ;
- ◆ les visites officielles.

Le journal est signé contradictoirement par les responsables de l'administration (Chef de service du marché, Ingénieur, ...) et les responsables des travaux représentant le Co-contractant, à chaque visite du chantier ; il est visé systématiquement lors des réunions de chantiers.

En cas de réclamation du co-contractant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps utiles dans le journal de chantier.

Tout refus de présentation du journal de chantier à l'Autorité Contractante, au Chef de service ou à l'Ingénieur du marché, et toute tentative de falsification, ou de destruction partielle ou totale de ce document pourra aboutir à la suspension des paiements et à la résiliation du marché à élaborer. En tout état de cause le co-contractant ne pourra se prévaloir de l'impossibilité de fournir le journal de chantier.

#### **Article 40 : Réunions de chantier**

Des réunions de chantier auront lieu régulièrement à l'initiative de l'Ingénieur. La présence du co-contractant ou de leur représentant à ces réunions sera obligatoire.

Des réunions périodiques seront tenues en présence de l'administration (Autorité Contractante, Ingénieur du marché à élaborer ou leurs représentants). Le co-contractant ou son représentant devront, au début de la réunion, informer l'administration de l'état d'avancement des travaux et des difficultés qu'il pourrait rencontrer. Ces réunions feront l'objet des procès-verbaux, précisant entre autres la nature et les quantités des travaux

effectivement exécutés et éventuellement mis en paiement, et régulièrement transmis à l'Autorité Contractante à la diligence de l'Ingénieur.

L'Ingénieur, le cas échéant, assurera le secrétariat de ces réunions.

#### ***Article 41 : Attributions de l'Ingénieur***

L'Ingénieur du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres aura pour mission principale de contrôler et de garantir la bonne exécution des travaux, conformément aux stipulations du marché et aux règles de l'Art. Il ne pourra relever le co-contractant d'aucune de leurs obligations contractuelles, ni ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Chef de Service, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Il sera compétent pour préparer et signer les Ordres de Service à caractère technique.

L'Ingénieur exercera les fonctions suivantes :

- ◆ la vérification du projet d'exécution, notamment des pièces graphiques et des notes de calcul et la transmission motivée à l'Autorité Contractante pour avis;
  - ◆ le contrôle et l'approbation de l'implantation des ouvrages ;
  - ◆ le contrôle et l'approbation des matériaux, matériels et équipements du bâtiment utilisés dans la mise en œuvre des ouvrages ;
  - ◆ le contrôle de la qualité de la mise en œuvre des ouvrages effectuée par le Co-contractant ;
  - ◆ la prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par le Co-contractant ;
  - ◆ la préparation des opérations de réception provisoire ou définitive à la demande du Co-contractant ;
  - ◆ la préparation des décomptes et des situations mensuelles provisoires des travaux et leur transmission au Chef de service du marché;
  - ◆ l'identification et la formulation de solutions techniques relatives à la résolution des problèmes techniques rencontrés par le Co-contractant dans la mise en œuvre des ouvrages ;
  - ◆ le contrôle des délais de réalisation conformément au chronogramme contractuel d'exécution des travaux.
- Chaque opération relative au constat des prestations réalisées fera l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'Ingénieur et le Co-contractant ou son représentant lors des réunions de chantier et transmis à l'Autorité Contractante à la diligence de l'Ingénieur.

A la demande de l'Autorité Contractante ou de l'Ingénieur, des constats contradictoires pourront être effectués en présence du co-contractant pour évaluer ou réévaluer les quantités réelles de certains ouvrages sur la base du marché à élaborer.

### **CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION**

#### ***Article 42 : Réception provisoire***

Avant la réception provisoire, le co-contractant demandera par écrit au Chef de Service du marché avec copie à l'Autorité contractante, à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Le co-contractant précisera dans sa demande la date à laquelle il estime que les travaux seront terminés.

Dans les vingt (20) jours suivant la réception de ce courrier, ou à la date indiquée dans ce courrier pour l'achèvement des travaux si celle-ci est postérieure, l'Ingénieur convoquera par écrit le co-contractant pour procéder aux visites préalables à la réception de l'ouvrage, avec copies à l'Autorité contractante et au Chef de service du marché en projet, qui peuvent également prendre part à ces visites.

Les opérations préalables à la réception comprendront :

- a) la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- b) les épreuves prévues par le CCTP ;
- c) la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues par le marché ;
- d) la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- e) la constatation du repli des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- f) les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Au terme de cette visite, il sera mentionné sur procès-verbal, les réserves et les travaux correspondant à effectuer avant la date de réception provisoire qu'il fixera en accord avec le Chef de Service du marché à élaborer ou de son représentant qui convoque la Commission de réception et le co-contractant en vue de procéder à la visite de réception provisoire.

La Commission de Réception du marché à élaborer procédera, en présence du Co-contractant et suite à sa demande, à la réception provisoire des travaux. Une réception définitive de l'ouvrage sera effectuée un (01) an après la signature du Procès-verbal de la réception provisoire.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par l'Ingénieur et signé par les membres de la Commission de réception et par le co-contractant.

La Commission de réception, **en présence du Co-contractant invité**, est composée ainsi qu'il suit :

✓ Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant	Président ;
✓ Le Chef de Service de la lettre-commande	Membre ;
✓ L'Ingénieur de la lettre-commande,	Rapporteur ;
✓ Le Comptable-Matières	Membre
✓ Le cocontractant	Membre.
✓ DDMINMAP ou son représentant,	Membre.

Il sera dressé un procès-verbal de réception provisoire indiquant les circonstances dans lesquelles les contrôles ont eu lieu et spécifiant éventuellement les rectifications ou mises au point à apporter avant la réception définitive.

A l'issue de la réception provisoire, le co-contractant doit débarrasser et retirer tous ses équipements, fournitures, matériels et matériaux excédentaires ainsi que tous détritiques et ouvrages provisoires de toute nature et laisser le site et les ouvrages propres en bon état de fonctionnement.

Le co-contractant est autorisé à conserver sur le site, jusqu'à la fin du délai de garantie, tous les équipements, fournitures, matériels, matériaux et ouvrages provisoires dont il a besoin pour remplir ses obligations au cours de la période de garantie.

#### **Article 43: Documents à fournir après exécution**

43.1. Avant la réception provisoire, le co-contractant soumettra au visa de l'Ingénieur du marché, du Chef Service du marché et à la validation de l'Autorité Contractante, les plans de recollement de l'ouvrage réalisé.

#### **Article 44: Délai de garantie**

Le délai de garantie sera fixé à un (01) an, à compter de la date de réception provisoire (la dernière réception provisoire, s'il y a lieu) des travaux.

#### **Article 45 : Entretien pendant le délai de garantie**

Pendant ce délai de garantie, le co-contractant devra procéder à ses frais à la remise en état de toutes les parties d'ouvrages qui deviendraient défectueuses du fait des malfaçons.

Il sera tenu directement responsable, envers les tiers, des accidents pouvant résulter de ces désordres, même si ceux-ci ne lui auront pas été signalés par l'Ingénieur.

Toute malfaçon et toutes réparations et réceptions nécessaires, mais non effectuées entraîneront le rejet de la réception définitive jusqu'à leurs réalisations.

Si après réception provisoire, le co-contractant ne se sera pas conformé dans un délai de quinze (15) jours aux prescriptions d'un Ordre de Service concernant les réparations ou réfections éventuelles, l'Ingénieur pourra sans avoir besoin d'une mise en demeure spéciale, faire exécuter, aux frais et risques dudit co-contractant, par tout procédé qu'il jugera convenable, ces réparations ou réfections. Le montant des travaux ainsi effectués sera déduit sur les retenues. Le surplus, s'il y a lieu, sera payé par ledit co-contractant sur présentation d'un mémoire signé et certifié par l'Ingénieur.

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie, pour autant que le co-contractant se soit acquitté de toutes ses obligations au terme de son marché.

#### **Article 46 : Réception définitive**

##### **46.1 Modalité de la réception définitive**

Sur demande du co-contractant, la réception définitive sera effectuée dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

La Commission pour la réception définitive sera la même que celle ayant prononcé la réception provisoire des travaux.

#### 46.2 Attributions de la Commission de réception définitive

Avant de prononcer la réception définitive, la Commission de réception vérifiera, par tous les moyens à sa disposition, que les clauses contractuelles ont été entièrement respectées et que ledit Co-contractant s'est honorablement acquitté des tâches prescrites pour la période de garantie.

A l'issue de la séance de Commission de réception, il sera dressé un procès-verbal de réception définitive signé par tous les membres, le co-contractant compris.

### CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

#### **Article 47 : Résiliation du marché**

La Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres pourra être résiliée comme prévu à la section III Titre IV du décret n° 2004/275 du 24 Septembre 2004 portant Code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 42 , 43, 44, 45, 46 et 47 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un Ordre de Service ou arrêt injustifié des prestations de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations ;
- Refus de la reprise des prestations mal exécutés ;
- Défaillance du co-contractant ;
- Non-paiement persistant des prestations.

#### **Article 48 : Edition et diffusion du marché**

Quinze (15) exemplaires du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres seront édités par les soins du co-contractant et fournis à l'Autorité Contractante pour diffusion.

#### **Article 49 : Cas de force majeure**

**49.1** En cas force majeure, le co-contractant ne verra sa responsabilité dérogée que s'il aura averti par écrit l'Autorité contractante de son intention d'invoquer cette force majeure et ce avant la fin du vingtième (20<sup>ème</sup>) jour qui aura succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartiendra à l'Autorité Contractante d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

**49.2** Aux fins de la présente clause le terme "Force Majeure" désigne tout événement échappant au contrôle d'un co-contractant et qui ne sera pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui sera imprévisible. De tels événements peuvent inclure sans que la liste soit limitative, les actes de l'Autorité Contractante, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du marché, les guerres et les révolutions, les incendies, les inondations cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, tremblement de terre et autres faits analogues.

**49.3** En cas de force majeure, le co-contractant notifiera rapidement par écrit à l'Autorité Contractante l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il aura reçu des instructions contraires du Chef de Service du marché, le co-contractant continuera à exécuter les obligations qui seront les siennes dans le cadre de sa Lettre-Commande, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

**49.4.** Dans le cas où le co-contractant invoquerait le cas de force majeure, les seuils en deçà des quels aucune réclamation ne sera admise seront :

- pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- vent : 40 mètres par seconde ;
- crue : la crue de fréquence décennale.

#### **Article 50 : Manœuvres frauduleuses et corruption**

Le co-contractant déclarera en signant le marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres:

- qu'il n'aura commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de réalisation du projet au détriment de l'Autorité Contractante et notamment qu'aucune entente ne sera intervenue et n'interviendra ;
- que la négociation, la passation et l'exécution du marché n'auront pas donné, et ne donneront pas lieu à un acte de corruption tel que défini par la Convention des Nations Unies contre la corruption en date du 31 octobre 2003.

***Article 51 : Règlement de litiges***

Tout litige qui surviendrait entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de conciliation par entente directe. A défaut de règlement amiable, tout différend qui découlera du marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres sera tranché par les juridictions compétentes du Cameroun.

***Article 52 et dernier : Validité et entrée en vigueur du marché***

Le marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres ne deviendra définitive qu'après sa signature par l'Autorité Contractante. Elle entrera en vigueur dès sa notification au co-contractant par ladite Autorité.